



série de dialogue féministe

#7

DÉCEMBRE 2018

Alternatives féministes face à l'extractivisme prédateur: Contributions et expériences d'Amérique latine

Marianna Fernandes

Des alternatives féministes aux modèles de développement actuels, dépendantes de la relation prédatrice entre sociétés et environnement, sont déjà en préparation. Elles supposent qu'il est important de construire une autre économie et une autre façon de faire de la politique afin de renverser le système dans lequel nous vivons actuellement. Changer le monde et changer la vie des femmes dans le même mouvement. La lutte pour l'autonomie et l'émancipation des femmes est liée à la lutte contre le capitalisme patriarcal et le racisme, ainsi que contre les anciennes et les nouvelles formes de colonisation, qui organisent toutes l'extractivisme prédateur¹.

Extractivisme prédateur: les conflits entre accumulation de capital et durabilité de la vie

Le capitalisme dépend du contrôle exercé sur le corps, la sexualité et les territoires des femmes pour s'établir et se perpétuer. Il existe un lien profond entre les diverses forces d'oppression qui affectent la vie des femmes: le patriarcat, le (neo)-colonialisme et le racisme travaillent de concert avec le capitalisme pour garantir l'accumulation de capital. Dans ce processus, l'exploitation et la marchandisation du travail rémunéré et non

rémunéré des femmes, de leur corps et de leur territoire sont des conditions indispensables. Puisque l'objectif de l'économie capitaliste est d'accumuler du capital et de le concentrer entre les mains de quelques sujets privilégiés, toute la structure socio-économique sera organisée pour garantir ce processus. Cela se produit aux dépens de la nature et de la vie de la plupart des gens.

¹Dans ce travail, le terme extractivisme prédateur désigne les processus d'appropriation de la nature à grande échelle, principalement par des sociétés transnationales, via l'extraction de matières premières - telles que le pétrole, les minéraux, l'eau, le poisson, l'agriculture industrielle, etc. - ainsi que l'infrastructure mobilisée pour rendre cette extraction possible.



Dans le contexte de l'accumulation du capital, le travail de reproduction sociale, de maintien de la vie et de soins est délégué aux sphères économiques invisibles. Ces sphères sont, à leur tour, féminisées et placées dans le privé, dans le domestique. Le capitalisme repose sur le maintien du travail des femmes non évalué - socialement et économiquement - et invisible, comme si cela ne faisait pas partie de son processus productif, le capitalisme ne serait pas capable de se maintenir. En ce sens, dans le processus de construction de nos luttes et de nos résistances, nous identifions un conflit structurel et insoluble très important du capitalisme: le conflit entre les logiques d'accumulation de capital, d'une part, et les logiques de durabilité de la vie, de l'autre. En d'autres termes, il existe un conflit entre le Capital et la Vie.

De notre point de vue, l'extractivisme prédateur est dans le cadre plus large de ce conflit insoluble, ce qui devient visible lorsque nous examinons les impacts causés par les sociétés transnationales des industries extractives sur les territoires. Par exemple, la privatisation et la pollution de la terre, de l'eau et d'autres biens naturels pour assurer des processus de production prédateurs se font au détriment des activités de subsistance intégrées aux cycles de la nature, tout en garantissant la satisfaction des besoins des personnes. Dans ce contexte, nous assistons à une perturbation de la reproduction sociale. Il n'est plus possible de maintenir la vie, car les changements opérés par les sociétés transnationales organisent la structure sociale et économique pour garantir leurs profits. Une autre caractéristique commune est l'augmentation de la militarisation et des formes multiples de violence pour garantir le contrôle du territoire et des personnes qui y vivent.

Dans de tels contextes, les femmes sont touchées de manière disproportionnée. En raison de la division sexuelle du travail, les femmes sont historiquement responsables de la garantie de la reproduction sociale. Leur quantité de travail augmente en raison de la maladie induite par la pollution des entreprises. La perte de moyens de subsistance accroît la dépendance et la portée des relations de marché capitalistes, ce qui implique un approfondissement de la division

entre production et reproduction. La perte de l'accès à la terre réduit l'autonomie des femmes et limite leur capacité à assurer la souveraineté alimentaire de leurs communautés. Ces quelques exemples font partie d'une liste d'impacts beaucoup plus longue illustrant ce que nous appelons l'incompatibilité d'une vie digne d'être vécue et le processus productif centré sur l'accumulation de capital telle que pratiquée par des sociétés extractivistes.

Acteurs du marché capitaliste et leurs fausses alternatives

Nos expériences nous enseignent que le capitalisme n'est pas une entité abstraite et immatérielle. Il est avancé et promu par des acteurs concrets, tels que des organisations internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) - qui cherchent toujours à trouver des moyens d'imposer des relations et des politiques de marché capitalistes à notre société; les sociétés transnationales (STN), qui envahissent nos territoires et privatisent nos biens naturels sans notre consentement et malgré notre opposition; et certains gouvernements, qui ont tendance à s'appuyer sur la notion selon laquelle la nature est une source inépuisable de possibilités d'atteindre un certain type de «développement». Tous ces acteurs s'imposent à la vie et au territoire des femmes tout en niant notre condition de sujets politiques sans droits.

Dans le contexte d'extractivisme prédateur, ces acteurs peuvent parfois proposer des mesures pour masquer les problèmes qu'ils ont créés. Ils les présentent comme des «alternatives»; au lieu de cela, elles sont juste des affaires comme les autres. Quelques exemples de fausses alternatives sont celles liées à l'économie verte et à la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Les initiatives d'économie verte sont basées sur la transformation de la conservation de la nature en une source de profit. Ils contribuent à la marchandisation de la nature et facilitent le contrôle des sociétés financières sur la nature (SOF, 2018). Les initiatives REDD (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) et TEEB





(économie des écosystèmes et de la biodiversité), qui existent déjà dans toute l'Amérique latine, en Afrique et en Asie, en sont deux exemples. Les initiatives REDD ignorent le rôle des systèmes de connaissance de la nature protégeant la nature et des groupes de peuples autochtones, paysans et autres, tout en développant une relation durable avec ce dernier, tout en encourageant fréquemment la criminalisation de certaines pratiques agricoles traditionnelles. REDD peut également aggraver les conflits fonciers et compliquer les processus d'enregistrement des titres de propriété, car ses contrats peuvent durer jusqu'à 99 ans. Ainsi, ce qui crée des divisions supplémentaires entre les communautés grâce à la cooptation des dirigeants à travers de fausses promesses d'emplois et de possibilités de génération de revenus.

Les initiatives TEEB créent un marché pour la préservation en promouvant l'idée que la nature fournit des services qui ont un prix, qui est calculé en comparant les coûts de préservation aux coûts d'exploitation d'un environnement donné. Comme les initiatives REDD, TEEB consiste en de fausses solutions aux problèmes créés par les institutions et les relations de marché capitalistes. Considérant que la plupart des domaines visés par ces deux initiatives se situent dans les pays du Sud et sous la gestion durable des peuples et des communautés autochtones, tribaux ainsi que traditionnels, REDD et TEEB sont également perçus comme des stratégies visant à entraver la souveraineté de nos pays en stimulant l'élargissement de la frontière du capital à ces territoires et en créant de nouvelles instances d'accumulation de capital. Cela finit par forcer les peuples des pays du Sud aux problèmes non créés par eux, tout en permettant aux sociétés transnationales et aux pays du Nord de poursuivre leurs pratiques néfastes.

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) tend à suivre une logique tout aussi problématique consistant à proposer de fausses solutions aux problèmes. Les mesures de RSE sont très courantes dans les pays du Sud, où la plupart des activités d'extraction de ressources menées par les STN ont lieu. Ils sont généralement promus en tant que contribution des sociétés transnationales pour stimuler le

développement local dans les communautés où elles explorent les ressources naturelles et les populations. Elles sont souvent présentées comme une preuve que les STN peuvent également être bénéfiques pour les régions où elles opèrent. Néanmoins, encore une fois, il s'agit du statu quo, mais cette fois-ci a été inventé de manière bienveillante. La RSE se révèle être une stratégie d'entreprise visant à diviser et à pacifier les communautés avec des promesses - à peine accomplies - qui peuvent aller de la construction d'écoles et d'hôpitaux à la formation visant à insérer les populations locales sur le marché du travail. Les entreprises des industries extractives jouent avec l'absence de services publics et manipulent les besoins et les rêves des gens avec des promesses qui ne sont jamais remplies tant qu'elles continuent de dégrader l'environnement et de détruire les moyens de subsistance pour le compte de leurs profits.

L'économie verte et les initiatives en matière de RSE sont emblématiques de l'incapacité de véritablement prendre en compte les alternatives à l'extractivisme prédateur et le modèle de développement imposé par le paradigme de l'ordre néolibéral, à la fois politiquement et économiquement. Ils contribuent à aggraver le conflit entre le capital et la vie. De nos territoires, nous affirmons que l'économie verte et la RSE ne sont pas des alternatives!

L'auto-organisation des femmes et les luttes collectives

La conception des alternatives de notre mouvement va de pair avec la nécessité absolue de promouvoir la subversion féministe de l'économie et de la politique en général. Nous avons besoin d'un concept, de pratiques économiques et de normes politiques axés sur l'espoir de maintenir des vies dignes d'être vécues. C'est pourquoi nous réaffirmons qu'il est important de changer le monde et de changer la vie des femmes dans le même mouvement permanent.

L'auto-organisation des femmes est un élément clé de notre





compréhension des solutions de remplacement. Cela signifie l'union des femmes dans des groupes exclusivement féminins ou dans des espaces créés spécifiquement pour les femmes dans des mouvements mixtes (c'est-à-dire des mouvements de femmes et d'hommes, tels que des syndicats et des coopératives). Le principe et la pratique de l'auto-organisation sont fondamentaux, car c'est le lieu où les femmes se rencontrent pour discuter de problèmes, débattre, participer à des activités de formation et identifier les similitudes et les différences dans nos expériences vécues. C'est un espace d'échange où notre diversité est réunie pour établir des plans politiques de changement. Pour nous, l'auto-organisation est la construction collective de femmes en tant que sujets politiques, à la fois dans les zones rurales et urbaines (SOF, 2018).

La conception et la pratique des alternatives de notre mouvement sont basées sur la nature permanente et collective de nos luttes. Pour cette raison, nous affirmons que les femmes seront en marche jusqu'à ce que nous soyons toutes libres! De plus, nous ne considérons pas que la lutte féministe soit détachée de la lutte contre l'ordre néolibéral et le renouveau conservateur qui s'est répandue dans le monde ces dernières années. En Amérique latine, nous vivons dans des conditions d'instabilité non démocratique et de revers dus aux coups d'État, à de nouveaux ajustements structurels et à la destruction de la politique sociale. Nous pensons que la seule façon de



relever ces défis consiste à créer des alliances, des coalitions et des réseaux avec d'autres mouvements sociaux progressistes afin de créer des espaces d'articulation politique permettant de construire collectivement le projet politique, économique et social du monde que nous voulons.

Subversion féministe de l'économie

Les expériences concrètes de construction alternative que nous avançons sur nos territoires

s'inscrivent dans le cadre plus large de nos principes politiques. Comme mentionné ci-dessus, notre notion et notre pratique des alternatives considèrent l'auto-organisation des femmes et les processus collectifs comme des piliers politiques. À cela, il faut ajouter l'économie féministe. Notre pratique des alternatives repose sur l'idée que la conception dominante de l'économie ne considère qu'une petite partie des activités nécessaires à la production de la vie et au maintien de la société. Généralement, elles sont liées au marché et impliquent un travail salarié, produits, et la logique du profit. Dans la pratique, cela signifie qu'une série d'activités, de travail et de relations non monétisées et à but non lucratif sont exclues de la conception générale de l'économie, même si celle-ci en dépend pour fonctionner. Ce n'est pas par hasard que les femmes sont responsables de la plupart de ces activités, que ce soit dans la sphère domestique ou dans les espaces communautaires (SOF, 2018).

En ce sens, nous devons dépasser le concept traditionnel de l'économie pour faire les choses différemment et remettre en question la logique capitaliste, fondée sur la maximisation des bénéfices. Cela implique de considérer et de mettre en pratique des principes tels que la solidarité, l'égalité et la réciprocité dans les processus collectifs et démocratiques. Ces processus devraient rétablir la circulation économique et la fonction sociale des marchés et de la monnaie, toujours dans le but de mettre l'économie au service de la garantie d'une vie pour tous dans la dignité, par opposition à l'accumulation de capital pour quelques-uns.

Agroécologie et économie solidaire: alternatives féministes concrètes face à l'extractivisme prédateur

Contrairement à la manière prédatrice des sociétés transnationales d'organiser la production et la reproduction de l'extraction des ressources, la mise en pratique de nouvelles méthodes économiques et politiques exige une organisation du travail différente. Cela implique de reconnaître que la production, la reproduction et le travail sont beaucoup plus unifiés que le capitalisme nous le fait croire. En ce sens, les processus de production, de reproduction et de travail devraient être organisés de manière à prendre en compte «les interdépendances et les interrelations



multiples entre l'écologique, l'économique, le social et l'humain», en accordant la priorité aux conditions de vie des personnes, comme objectif fondamental (Bengoa, 2017 p. 71).

Nos alternatives sont organisées en tenant compte de ces interdépendances. Ils placent les connaissances et les pratiques traditionnelles ancestrales qui nous responsabilisent en tant que centraux, tout en favorisant la construction collective des connaissances par le dialogue et les échanges. Loin d'être prête et évidente, la construction d'alternatives est un processus... en cours!

L'agroécologie et l'économie solidaire sont deux moyens importants de mettre en pratique le processus de construction d'alternatives. L'agroécologie est le choix politique d'appliquer des principes écologiques pour concevoir et gérer des agroécosystèmes durables. En comprenant que la nature est cyclique et qu'elle a des limites, nous recherchons des pratiques agricoles intégrées aux cycles de la nature, tout en garantissant l'accès des populations à une alimentation saine.

À Vale do Ribeira, dans la région du sud-est du Brésil, par exemple, nous avons participé au processus de construction collective de connaissances avec des femmes quilombolas pour produire des aliments agroécologiques. La région est fortement marquée par la forte présence de l'agroalimentaire, qui est en tension constante avec les communautés rurales traditionnelles, telles que autochtones, quilombolas et caçaras et leurs modes de vie. L'éducation populaire selon laquelle les pratiques agricoles ne constituent pas simplement un changement dans la manière dont les aliments sont produits, mais un changement politique qui a des conséquences sur les relations des femmes avec leurs familles, avec leur autonomie et avec leurs territoires. C'est aussi une étape importante dans la valorisation des connaissances et des pratiques des femmes. (SOF, 2018)

L'économie solidaire consiste à organiser les relations économiques de manière contre-hégémonique. L'un de ses piliers est l'autogestion, qui implique la propriété collective des moyens de production; conscience

collective de l'importance du travail des personnes pour décider de la meilleure façon de l'exécuter; définition collective des normes et accords de fonctionnement; et la participation transparente et démocratique de toutes les personnes impliquées dans les décisions. La gamme d'activités d'initiatives d'économie solidaire varie. Elle peut être liée à la production, comme les coopératives d'agriculteurs familiaux; aux services, tels que les cuisines communautaires; financer, par exemple, les coopératives de crédit et les monnaies solidaires; et d'échanger sous la forme de foires de l'économie solidaire (SOF, 2018). Néanmoins, de telles initiatives ne sont pas à l'abri de la reproduction des injustices. L'économie solidaire ne met pas automatiquement fin aux inégalités de genre, de race et de classe. Cela nécessite l'engagement collectif de toutes les personnes engagées dans les initiatives visant à surmonter ces injustices, notamment la division sexuelle du travail et les autres limitations à l'autonomie des femmes. À cet égard, il est important de s'engager avec les valeurs de la direction féministe, y compris une division du travail qui reconnaît de manière égale toutes les fonctions et favorise la rotation des tâches au lieu de la spécialisation dans certaines fonctions.

Dans la région de Vale do Ribeira, les agricultrices et les quilombolas de Barra do Turvo, conjointement avec la Marche mondiale des femmes et Sempre Viva Organização Feminista (SOF), ont créé des marchés solidaires pour promouvoir la vente directe de leurs produits. Les ventes sont harmonisées avec la production destinée à l'autoconsommation, car l'objectif n'est pas de donner la priorité à la commercialisation de sa production au point que les femmes vendent tout ce qu'elles produisent et doivent acheter des aliments non agroécologiques à manger. Dans le processus de commercialisation, les productrices peuvent extrapoler les frontières de leurs communautés pour organiser la dynamique des ventes et contrôler les ressources économiques. Des expériences similaires de femmes créant des circuits économiques alternatifs basés sur des valeurs telles que la solidarité existent dans d'autres territoires. Entre 2009 et 2013, il y avait au moins 972 groupes de production féminine dans tout le Brésil (Butto, Dantas, Hora, Nobre et Faria, 2014).



Défis actuels

Des alternatives féministes à l'extractivisme prédateur sont déjà en cours au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine. C'est une autre façon de faire de la politique, en promouvant l'auto-organisation des femmes ainsi que les processus collectifs et démocratiques. Ils impliquent d'organiser la production, la reproduction et le travail différemment des méthodes préconisées par l'économie traditionnelle, où le seul processus socialement garanti est celui de l'accumulation de profits.

Néanmoins, les groupes féministes désireux de faire les choses différemment doivent encore faire face à de nombreuses difficultés. En ce qui concerne l'autonomie économique des femmes, les défis sont liés à la production, aux ventes et à l'organisation des femmes. En ce sens, il est essentiel de "renforcer les stratégies de vente qui articulent l'autoconsommation,

les dons, les échanges, les marchés et les groupes de consommateurs avec l'élargissement de l'accès aux politiques de marché institutionnelles afin que les femmes aient davantage de possibilités de contrôler leur propre travail" (SOF 2016).

Une autre série de défis a trait au renouveau néolibéral et conservateur actuel auquel les pays d'Amérique latine sont confrontés. Dans ce contexte, la criminalisation des mouvements sociaux ainsi que la discrimination, la promotion du discours de haine et la suppression systématique des droits des peuples et des communautés autochtones et traditionnels, y compris les droits fonciers, menacent la construction concrète de solutions de remplacement. Ce processus coïncide avec une nouvelle vague d'expansion frontalière capitaliste dans plusieurs territoires, avec un scénario institutionnel, politique et économique facilitant l'accès des TNC aux ressources naturelles. ●





Références pour d'autres lectures:

Butto, A., Dantas, C., Hora, K., Nobre, M., & Faria, N. (2014). Mulheres rurais e autonomia: Formação e articulação para efetivar políticas públicas nos Territórios da Cidadania (Rep.). Brasília: Ministério do Desenvolvimento Agrário - MDA.

Bengoa, C. C. (2017). La economía feminista. Un recorrido a través del concepto de reproducción. *Ekonomiaz*, 91(1), semestre, 53-77.

Gudynas, E. (2011). Más allá del nuevo extractivismo: Transiciones sostenibles y alternativas al desarrollo. In I. F. H. & L. Vasapollo (Authors), *Vivir bien: ¿paradigma no capitalista?* (pp. 379-410). La Paz: Universidad Mayor de San Andrés.

Hillenkamp, I., Verschuur, C., & Guérin, I. (2017). Economie solidaire et féminisme. Autre économie, autre politique. In J. Laville, G. Pleyers, E. Cohendet, & J. L. Coraggio (Authors), *Mouvements sociaux et économie solidaire* (pp. 141-159). Paris: Desclée de Brouwer.

Nobre, M., & Freitas, T. (2011). Possibilités et Limites de La Construction de l'égalité de genre dans l'économie solidaire. In I. Guérin (Author), *Femmes, économie et développement: De la résistance à la justice sociale* (pp. 237-254). Toulouse: Erès.

Orozco, A. P. (2014). Subversión feminista de la economía. Aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida. Madrid, Spain: Traficantes de Sueños.

Sempreviva Organização Feminista [SOF]. (2016). Mulheres do campo construindo autonomia. Experiências de comercialização (Rep.). São Paulo: SOF.

SOF. (2018). Feminist practices for economic change: Women's autonomy and agroecology in the Vale do Ribeira region (G. Marques, M. Nobre, S. Saori, V. Franco, C. Jancz, & R. Miranda, Eds.). São Paulo: SOF.



Paragraphe sur l'auteur

Marianna est brésilienne, militante à la Marche Mondiale des Femmes, un mouvement féministe international qui cherche à changer le monde et la vie des femmes. En tant que chercheuse, elle travaille sur des questions liées aux impacts causés par des modèles de développement prédateurs et des industries extractives, en particulier sur la vie des femmes, l'économie féministe et la construction d'alternatives féministes. Elle termine actuellement sa maîtrise en Anthropologie et Sociologie du Développement à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement à Genève, en Suisse. Pour la contacter, veuillez écrire à mariannafsb@gmail.com

La Série de Dialogue Féministe:

L'idée sur la Série de Dialogue Féministe est née lors d'un Atelier International sur le Féminisme Politique en Afrique organisé par la Plateforme Féministe Mozambicaine Forum Mulher et la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en octobre 2016 à Maputo. La rencontre a rassemblé plus de 50 militantes féministes et universitaires de tout le continent. Inspirée par les discussions et les interventions stimulantes de l'atelier, cette série se veut être une plateforme permettant de partager d'importantes réflexions féministes. De cette manière, la série veut contribuer au développement et à la diffusion des connaissances féministes africaines afin de transformer les conditions politiques et économiques du continent vers la justice sociale et de genre.

La Série de Dialogue Féministe compte fièrement sur la contribution artistique de Ruth Bañón (en-tête artistique) et sur le modèle de Sebastião Montalvão (Lateral Comunicações).

Cette série vous est présentée par:

